

CRÉATION ET LIBERTÉ

Albert Camus

DÉFENSE DE LA LIBERTÉ

Franc-Tireur, décembre 1952

Invité récemment à écrire dans une brochure consacrée à Henri Martin, et dont on m'annonçait qu'elle était préparée, en particulier, par les rédacteurs des Temps modernes, j'ai refusé. Ma raison est simple : c'est compromettre désormais les valeurs de liberté, entre autres valeurs, que de les défendre auprès des Temps modernes et de ceux qui les approuvent. Dans le seul cas où une vie est en jeu (comme dans le cas des époux Rosenberg, dont tous, sans exception, doivent demander la grâce) il est indifférent d'accepter toutes les confusions. Pour le reste, nous avons besoin de clarté, et Henri Martin, plus que nous tous, qui paie chaque équivoque de jours de prison supplémentaires.

Au contraire, si l'on essaie de jeter un peu de clarté sur l'affaire de ce dernier, en écartant les malentendus et les ambiguïtés dont elle est recouverte, il devient possible de prendre une position. La mienne, que je voudrais motiver ici, pour autant qu'on me le demande, est qu'il est nécessaire de libérer Henri Martin.

On a d'abord confondu dans la presse, et souvent volontairement, l'inculpation de sabotage dont Henri Martin a pourtant été déchargé et celle de distribution de tracts à l'intérieur d'une enceinte militaire, dont il a été, au contraire, convaincu. Cette dernière affaire aurait pu être réglée dans l'armée de mer elle-même, par voie disciplinaire, comme cela s'est déjà vu. Mais la peine eût été beaucoup plus légère que celle infligée à l'inculpé.

Quelques semaines ou quelques mois d'arrêt de forteresse eussent suffi à sanctionner une infraction sérieuse à cette loi militaire qu'Henri Martin acceptait de son plein gré en s'engageant dans la Marine. Au lieu de quoi, un tribunal d'officiers prononça une peine considérable et démontra ainsi qu'il ne sanctionnait pas seulement un manquement à la loi de l'armée mais, plus généralement, la nature de la propagande répandue par ces tracts, c'est-à-dire l'opposition à la guerre d'Indochine.

On tombait ainsi sous le coup d'une objection difficilement réfutable. Car, dans ce cas, tous ceux qui, dans des journaux forcément lus par des soldats, disent ce qu'ils voient, que la guerre d'Indochine est une impasse, qu'elle coûte très cher en sang et en douleurs, qu'elle est un lourd fardeau pour le budget du pays et aussi pour sa conscience, et qu'il est souhaitable de chercher au moins les moyens d'y mettre fin, devraient aussi prendre le chemin des prisons. La seule chose qui les distingue d'Henri Martin est qu'ils ne sont pas militaires. Mais, à par tir du moment où l'on ne sanctionne pas seulement l'infraction d'Henri Martin à la loi militaire, on identifie son cas à celui des opposants à la guerre d'Indochine. Et si on le distingue pourtant en le condamnant si lourdement, on donne alors à penser que sa qualité de communiste constitue, dans son cas, une circonstance aggravante.

Il vaudrait donc mieux dire, si l'on tient à le garder en prison, qu'on l'y garde parce qu'il est communiste. Il resterait seulement à justifier cette décision et ensuite à construire, à défaut des logements dont nous avons besoin, les milliers de prisons nécessaires pour contenir plusieurs millions d'électeurs communistes. Personnellement, quoique fermement opposé à la doctrine et à la pratique du communisme stalinien, je crois que cette justification est impossible et qu'il faut au contraire faire bénéficier les communistes des libertés démocratiques dans toute la mesure où les autres citoyens en bénéficient.

Bien entendu, je ne me fais aucune illusion sur le goût des dirigeants communistes pour les libertés démocratiques dès qu'il s'agit de leurs adversaires. J'estime seulement que les incessants procès staliniens, par exemple, et ces repoussantes séances où une femme et un fils viennent demander le pire châtement pour leur mari ou leur père, constituent la plus grande faiblesse des régimes dits « populaires ».

Et je crois que les vrais libéraux ne gagneront rien à abdiquer leur plus grande force, celle qui a déjà fait reculer en Occident, auprès des individus et des collectivités, les entreprises de colonisation stalinien ne : la force de

l'équité et le prestige de la liberté. Une démocratie en tout cas, ne peut, sans se contredire, réduire une doctrine par les tribunaux, mais seulement la combattre sans faiblesse tout en lui assurant la liberté d'expression.

Une police, à moins de généraliser la terreur, n'a jamais pu résoudre les problèmes posés par une opposition. Ce n'est pas par la répression qu'on répondra aux questions posées par les peuples colonisés, la politique des taudis et l'injustice sociale. La démocratie, si elle est conséquente, ne peut bénéficier des avantages du totalitarisme. Tout ce qu'elle peut s'efforcer de faire, c'est d'opposer à l'injustice appuyée sur la force, la force fondée sur la justice. Elle doit donc, ou bien accepter son handicap, reconnaître ses tares considérables et entreprendre alors les réformes qui feront sa véritable force, ou bien renoncer à elle-même pour devenir totalitaire (et dans ce cas au nom de quoi combattrait-elle le totalitarisme ?).

Ce principe vaut pour Henri Martin. L'acte qui lui est reproché est en lui-même un acte d'opposition politique, commis dans des circonstances particulières. La peine disproportionnée dont il a été frappé ne vise pas seulement ces circonstances. Elle est ostensiblement injuste. La simple équité et la règle de la démocratie (jusqu'à ce qu'on y renonce, mais alors il faut le dire) demande qu'il soit libéré sans tarder.

On m'assure que le gouvernement ne voudra rien faire pour Henri Martin tant que durera la campagne communiste qui, elle, se refuse à cesser tant que le gouvernement ne fera rien. On est décidé des deux côtés à ne pas perdre la face. Le monde entier, on le voit, refuse aujourd'hui de perdre la face. Pourtant elle n'est pas si belle, selon moi, qu'il faille la conserver à tout prix. Mais non, ils y tiennent, c'est un fait. C'est pourquoi il revient à ceux qui sont moins ombrageux quant à leur mine de rappeler que ces beaux défis se font autour d'une cellule de prisonnier.

La prison aujourd'hui ne paraît rien. On en a vu d'autres, évidemment, et après tant de crimes équitablement partagés par les dictatures progressistes ou réactionnaires, les onze condamnés qu'on a exécutés à Prague avant d'aller à Vienne parler un peu de paix, jettent aujourd'hui encore une ombre sinistre sur tout le reste. Il n'empêche pourtant que, malgré les millions de morts et de suppliciés dont s'est honorée et s'honore encore l'Europe, cinq ans de la vie d'un homme gardent toujours le même prix démesuré. Il reste que la prison est un supplice quotidien que personne n'est en droit d'infliger à un être vivant au seul nom d'une opinion ou d'une conception du monde. Il n'importe pas que la libération d'Henri Martin soit utilisée si elle est juste. Une équité sûre d'elle-même est assez généreuse pour accepter tranquillement d'être utilisée, défiant par là toute utilisation. Ce ne sont pas les ennemis de la liberté, ni ses démissionnaires, mais ce sont ses vrais défenseurs, ceux qui justement ne consentiront jamais, même pour l'amour d'un beau raisonnement, à distinguer doctoralement entre les antisémitismes ou à excuser la répugnante mise en scène des procès d'aveux, qui doivent, au nom même de ce qu'ils défendent contre l'esprit totalitaire, demander la libération d'Henri Martin au gouvernement français.

L'ESPAGNE ET LA CULTURE

Allocution prononcée à la salle Wagram, le 30 novembre 1952

Nous avons à célébrer aujourd'hui une nouvelle et réconfortante victoire de la démocratie. Mais c'est une victoire qu'elle a remportée sur elle-même et sur ses propres principes. L'Espagne de Franco est introduite à la sauvette dans le temple bien chauffé de la culture et de l'éducation pendant que l'Espagne de Cervantès et d'Unamuno est une fois de plus jetée à la rue. Quand on sait qu'à Madrid le ministre actuel de l'Information, collaborateur désormais direct de l'U.N.E.S.C.O., est celui-là même qui fit la propagande des nazis pendant le règne de Hitler, quand on sait que le gouvernement qui vient de décorer le poète chrétien Paul Claudel est celui-là même qui décora de l'ordre des Flèches Rouges Himmler, organisateur des crématoires, on est fondé à dire, en effet, que ce n'est pas Calderon ni Lope de Vega que les démocraties viennent d'accueillir dans leur société d'éducateurs mais Joseph Goebbels. Sept ans après la fin de la guerre, ce superbe reniement devrait valoir nos félicitations au gouvernement de M. Pinay. Ce n'est pas à

lui, en effet, qu'on pourra reprocher de s'embarrasser de scrupules quand il s'agit de haute politique. Tout le monde croyait jusqu'ici que le sort de l'histoire dépendait un peu de la lutte des éducateurs contre les bourreaux. Mais on n'avait pas pensé qu'il suffisait, en somme, de nommer officiellement les bourreaux éducateurs. Le gouvernement de M. Pinay y a pensé.

Bien sûr, l'opération est un peu gênante et il a fallu la faire à toute allure. Mais quoi, l'école est une chose, le marché en est une autre ! Dans cette histoire, à vrai dire, c'est un peu le marché d'esclaves. On échange les victimes de la Phalange contre les sujets des colonies. Quant à la culture, ce sera pour plus tard. Du reste ce n'est pas l'affaire des gouvernements. Les artistes font la culture, les gouvernements la contrôlent ensuite et à l'occasion suppriment les artistes pour mieux la contrôler. Un jour vient enfin où une poignée de militaires et d'industriels peut dire « nous » en parlant de Molière et de Voltaire ou imprimer en les défigurant les œuvres du poète qu'ils ont préalablement fusillé. Ce jour-là, qui est celui où nous sommes, devrait nous inspirer au moins une pensée de compassion pour le pauvre Hitler. Au lieu de se tuer par excès de romantisme, il lui eût suffi d'imiter son ami Franco et de patienter. Il serait aujourd'hui délégué de l'U.N.E.S.C.O. à l'éducation du Haut-Niger, et Mussolini lui-même contribuerait à élever le niveau culturel de ces petits Ethiopiens dont il massacra un peu les pères, il n'y a pas si longtemps. Alors, dans une Europe enfin réconciliée, on assisterait au triomphe définitif de la culture, à l'occasion d'un immense banquet de généraux et de maréchaux servis par une escouade de ministres démocrates, mais résolument réalistes.

Le mot dégoût serait ici un mot bien faible. Mais il me paraît désormais inutile de dire une fois de plus notre indignation. Puisque nos gouvernants sont assez intelligents et réalistes pour se passer d'honneur et de culture, ne cédon rien au sentiment et tachons au contraire d'être réalistes. Puisque c'est la considération objective de la situation historique qui porte Franco à l'U.N.E.S.C.O., huit ans après que la puissance des dictatures s'est écroulée dans les ruines de Berlin, soyons donc objectifs et raisonnons froidement sur les arguments qu'on nous présente pour justifier le maintien de Franco.

Le premier argument touche au principe de non-intervention. On peut le résumer ainsi : les affaires intérieures d'un pays ne regardent que ce pays. Autrement dit, un bon démocrate reste toujours chez lui. Ce principe est inattaquable. Il a des inconvénients sans doute. L'arrivée au pouvoir de Hitler ne concernait que l'Allemagne, et les premiers concentrationnaires, juifs ou communistes, étaient Allemands en effet. Mais, huit ans après, Buchenwald, capitale de la douleur, était une ville européenne. Il n'empêche, le principe est le principe, le voisin est maître chez lui. Admettons-le donc et reconnaissons que notre voisin de palier peut parfaitement battre sa femme et faire boire du calva dos à ses enfants. Il y a bien dans notre société un petit correctif. Si le voisin exagère, on lui enlève ses enfants et on les confiera à une œuvre d'utilité publique. Franco, lui, peut exagérer. Mais supposons encore que le voisin puisse se payer sans limites sur la bête domestique. Vous n'y pouvez rien, c'est entendu. La correction qu'il mérite, vous l'avez au bout des doigts, mais vous mettez vos mains dans vos poches parce que ce ne sont pas vos affaires. Seulement, si ce voisin est en même temps commerçant, vous n'êtes pas forcé de vous servir chez lui. Rien ne vous oblige non plus à le ravitailler, à lui prêter de l'argent, ni à dîner avec lui. Vous pouvez, en somme, sans intervenir dans ses affaires, lui tourner le dos. Et si même assez de gens dans le quartier le traitent ainsi, il aura l'occasion de réfléchir, de voir où sont ses intérêts, et une chance au moins de changer la conception qu'il a de l'amour familial. Sans compter que cette quarantaine peut donner un argument à sa femme. Ce serait là, n'en doutons pas, la véritable non-intervention. Mais à partir du moment où vous dînez avec lui, où vous lui prêtez de l'argent, vous lui donnez les moyens, et la bonne conscience, nécessaires pour continuer, et vous pratiquez cette fois une véritable intervention, mais contre les victimes. Et quand, en fin, vous collez subrepticement l'étiquette « vitamines » sur la bouteille de calvados dont il reconforte ses enfants, quand surtout vous décidez aux yeux du monde de lui confier l'éducation des vôtres, alors vous voilà plus criminel que lui pour finir, et deux fois criminel puisque vous encouragez le crime et que vous l'appellez vertu.

Ici intervient un second argument qui consiste à dire qu'on aide Franco, malgré ses inconvénients, parce qu'il s'oppose au communisme. Il s'y oppose d'abord chez lui. Il s'y oppose ensuite en fournissant les bases néces-

saies à la stratégie de la prochaine guerre. Là encore ne nous demandons pas si ce raisonnement est glorieux, demandons-nous s'il est intelligent.

Remarquons d'abord qu'il contredit absolument le raisonnement précédent. On ne peut être pour la non-intervention et vouloir empêcher un parti, quel qu'il soit, de triompher dans un pays qui n'est pas le vôtre. Mais cette contradiction n'effraie personne. C'est que personne n'a jamais cru réellement, sauf peut-être Ponce Pilate, à la non intervention en politique étrangère. Soyons donc sérieux, supposons qu'on puisse imaginer une seule seconde de s'allier avec Franco pour conserver nos libertés et demandons-nous en quoi il pourra aider les stratèges atlantiques dans leur lutte contre les stratèges orientaux. C'est d'abord une expérience constante dans l'Europe contemporaine que le maintien d'un régime totalitaire signifie à plus ou moins brève échéance le renforcement du communisme. C'est dans les pays où la liberté est une pratique nationale en même temps qu'une doctrine que le communisme ne prospère pas. Rien ne lui est plus facile au contraire, l'exemple des pays d'Europe orientale le prouve, que de mettre ses pas dans ceux du fascisme. C'est certainement en Espagne que le communisme a le moins de chances parce qu'il a devant lui une véritable gauche populaire et libertaire, et le caractère espagnol tout entier. Aux dernières élections libres en Espagne, en 1936, les communistes n'obtinrent que 15 sièges sur 443 aux Cortès. Et il est bien vrai qu'il ne faudra pas moins que la conjuration de la sottise internationale pour faire un marxiste conséquent d'un Espagnol. Mais à supposer encore, ce qui est absurde, que le régime de Franco soit le seul rempart devant le communisme, et puisque nous en sommes au réalisme, que penser d'une politique qui, voulant affaiblir le communisme sur un point, le renforcerait sur dix autres ? Car rien ne pourra jamais empêcher que pour des millions d'hommes en Europe, l'affaire d'Espagne, comme l'antisémitisme, comme les camps de concentration ou la technique des procès d'aveux, constitue un test qui permet de juger la sincérité d'une politique démocratique. Et le maintien systématique de Franco empêchera toujours ces hommes de croire à la sincérité des gouvernements démocratiques lorsqu'ils prétendent représenter la liberté et la justice. Ces hommes ne pourront jamais consentir à dé fendre la liberté aux côtés des assassins de toute liberté. Une politique qui met tant d'hommes libres dans cette impasse peut-elle s'appeler une politique réaliste ? Elle est seulement une politique criminelle puisque, consolidant le crime, elle ne tend qu'à désespérer tous ceux, Espagnols et autres, qui refusent le crime, d'où qu'il vienne.

Quant à la valeur purement stratégique de l'Espagne, je n'ai pas qualité pour en parler, étant un éternel débutant dans l'art militaire. Mais je ne donnerai pas cher de la plate-forme ibérique le jour où les parlements français et italien compteront quelques centaines de députés communistes nouveaux. Pour avoir voulu arrêter le communisme en Espagne par des moyens indignes, on donnera une chance sérieuse à la communisation de l'Europe, et si elle s'accomplit, l'Espagne sera communiée par-dessus le marché et de cette plate-forme stratégique partiront alors des arguments qui convaincront enfin les penseurs de Washington. « Nous ferons donc la guerre », diront ces derniers. Sans doute, et peut-être même vaincront-ils. Mais je pense à Goya et à ses cadavres mutilés. Savez-vous ce qu'il dit ? « Grande hazana, con muertos », « grande prouesse, contre des morts ».

Ce sont là pourtant les misérables arguments qui justifient aujourd'hui le scandale qui nous a réunis. Je n'ai pas voulu faire mine de croire, en effet, qu'il pouvait s'agir de considérations culturelles. Il ne s'agit que d'un marchandage derrière le paravent de la culture. Mais même en tant que marchandage, il ne peut se justifier. Peut-être enrichira-t-il pour finir quelques marchands de primeurs, mais il ne sert aucun pays et aucune cause, il dessert seulement les quelques raisons que les hommes d'Europe peuvent encore avoir de lutter. Voilà pourquoi il ne saurait y avoir pour un intellectuel deux attitudes lorsque Franco est reçu à l'U.N.E.S.C.O. Et ce n'est pas suffisant de dire que nous refuserons toute collaboration avec une organisation qui accepte de couvrir une semblable opération. Chacun à notre place, désormais, nous la combattons de face, et fermement, afin de faire éclater au plus vite qu'elle n'est pas ce qu'elle prétend être et qu'au lieu d'une réunion d'intellectuels dévoués à la culture, elle est une association de gouvernements au service de n'importe quelle politique.

Oui, dès l'instant où Franco est entré à l'U.N.E.S.C.O., l'U.N.E.S.C.O. est sortie de la culture universelle, et c'est cela que nous devons dire. On nous objecte que l'U.N.E.S.C.O. est utile. Il y aurait beaucoup à dire sur les rapports des

bureaux et de la culture, mais soyons sûrs au moins que rien ne peut être utile de ce qui perpétue le mensonge où nous vivons. Si l'U.N.E.S.G.O. n'a pas été capable de préserver son indépendance il vaut mieux qu'elle disparaisse. Après tout, les sociétés de culture passent et la culture reste. Soyons sûrs au moins qu'elle ne disparaîtra pas parce qu'un organisme de haute politique sera dénoncé pour ce qu'il est. La vraie culture vit de vérité et meurt de mensonge. Elle vit toujours d'ailleurs, loin des palais et des ascenseurs de l'U.N.E.S.C.O., loin des prisons de Madrid, sur les routes de l'exil. Elle a toujours sa société, la seule que je reconnaisse, celle des créateurs et des hommes libres qui, contre la cruauté des totalitaires et la lâcheté des démocraties bourgeoises, contre les procès de Prague et les exécutions de Barcelone reconnaît toutes les patries, mais n'en sert qu'une, la liberté. Et c'est dans cette société que nous recevons, nous, l'Espagne de la liberté. Non pas en la faisant entrer par la porte de la buvette et en escamotant le débat, mais ouvertement, avec solennité, avec le respect et la tendresse que nous lui devons, l'admiration que nous portons à ses œuvres et à son âme, la gratitude enfin que nous nourrissons pour le grand pays qui nous a donné et nous donne encore nos plus hautes leçons.

LE TEMPS DE L'ESPOIR

Préface à Moscou au temps de Lénine d'Alfred Rosmer 1953

C'est un des paradoxes de ce temps sans mémoire qu'il me faille aujourd'hui présenter Alfred Rosmer alors que le contraire serait plus décent. À cet égard, il me suffira peut-être de dire que Rosmer, avec quelques autres qui refusèrent en 1914 la palinodie de la II^e Internationale, est un des rares militants qui, en quarante années de lutte, n'ait jamais perdu le respect et l'amitié de tous ceux qui savent combien rapidement s'effondrent, sous la pression des événements, les convictions les plus fermes. Syndicaliste avant la Première Guerre mondiale, indigné en 1914 par le reniement des chefs ouvriers de l'Occident, rallié à la révolution de 17, puis opposant à la réaction stalinienne et dévoué désormais à la longue et difficile renaissance du syndicalisme, Rosmer, dans des temps tortueux, a suivi une voie droite, à égale distance du désespoir qui finit par vouloir sa propre servitude et du découragement qui tolère la servitude d'autrui. C'est ainsi qu'il n'a rien renié de ce qu'il a toujours cru. On s'en apercevra en lisant À Moscou au temps de Lénine. « Je dirai simplement : j'étais là, c'était ainsi. » Voilà le ton de ce témoignage qui risque de décevoir les amateurs de feuilletons historiques, Où était Rosmer ? En Russie, et principalement à Moscou et à Léninegrad, après la révolution d'octobre et avant la mort de Lénine. Temps superbes où le monde semblait recommencer, l'histoire commencer enfin sur les ruines d'un empire ! Même des hommes qui, à un autre bout du monde, souffraient toujours d'oppression, se crurent alors libérés et pensèrent toucher à ce que Liebknecht appelait les portes du ciel. Mais Rosmer témoigne de ce temps à sa manière, au jour le jour, sans aucun romantisme. Les révolutions se font aussi à coups de réunions, dans l'ingrat labeur des comités et des congrès. Rosmer assistait à quelques-uns de ces congrès historiques dont il parle ici comme s'il s'agissait de ces tranquilles assises où les techniciens d'une profession mettent en commun leurs connaissances. Une brochure paraît qui fait du bruit, pendant qu'il est à Moscou, et il la résume en indiquant seulement qu'il s'agit de La Maladie infantile du Communisme et que cette brochure de Lénine contient les germes d'une autre maladie qui, sous le nom de tactique, ou de manœuvre, fera ses ravages chez des militants moins armés que Lénine. De même, les assises dont il rend compte comme d'un événement quotidien sont celles du 3^e congrès de l'Internationale où Lénine, annonçant la N.E.P., déclare que le capitalisme d'État est l'anti-chambre du socialisme, et reverse peut-être par là le cours de l'histoire révolutionnaire, et de notre histoire. La guerre civile, la lutte de la révolution russe contre sa propre solitude, Cronstadt, le procès des socialistes révolutionnaires, la mort de Lénine et les testaments accusateurs qu'il laisse derrière lui sont les prodigieux événements que Rosmer relate ici sur le ton du rapport, avant de conclure par une condamnation, mesurée de ton mais définitive, de la dictature stalinienne. Pas une seule fois, le témoin n'élève la voix. Mais, peut-être, si ses convictions ont survécu à tant de déceptions, c'est qu'elles avaient cette tranquille constance qui n'a pas besoin de cris pour affirmer sa force. L'homme qui adhéra sans réserves à la grande expérience dont il parle dans ce livre, qui sut aussi reconnaître sa perversion, n'a jamais pris prétexte de l'échec pour condamner l'entreprise elle-même.

Le difficile en effet est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le

nôtre : c'est par là que le livre de Rosmer est actuel. Il traite directement d'un phénomène historique, la naissance et la dégénérescence des révolutions, qui est au centre de nos réflexions. Ne sommes-nous pas en même temps fils d'une révolution décrépite et témoins d'une révolution sclérosée en dictature militaire et policière ? Mais, justement, pour bien réfléchir à ce problème, il ne faut pas être de ceux qui insultent la révolution elle-même et qui se hâtent de voir dans toute naissance un avortement. Pour tirer de la décadence des révolutions les leçons nécessaires, il faut en souffrir, non s'en réjouir. Rosmer ici parle de la naissance d'une révolution et l'amour actif qu'il parvient à nous faire partager, trente-six ans après l'événement, donne la mesure exacte du déchirement que supposent les dernières pages de son livre. Comment pourrait-il se réjouir de cet avortement ? S'il le dénonce, c'est moins pour ce qu'il est que pour ce qu'il empêche. On ne comprendra rien à ce qu'on appelle pompeusement le drame de la gauche européenne tant qu'on n'apercevra pas clairement qu'une certaine classe d'hommes ne s'oppose pas au régime stalinien parce qu'il hérite d'une révolution où la propriété bourgeoise a été détruite, mais au contraire parce qu'il renforce, par ses folies, la société bourgeoise. Le jour où la libération du travailleur s'accompagne de beaux procès au cours desquels une femme présente à la barre ses enfants pour accabler leur père et appeler sur lui le châtiment suprême, ce jour-là, l'égoïsme et la lâcheté, des classes marchandes risquent d'être oubliés et la société de l'argent ne se maintient plus par ses vertus disparues mais par les vices spectaculaires de la société révolutionnaire.

Et pourtant, c'est ici, malgré l'ampleur de la déception, que se trouve un principe de renaissance. À mon sens, ce n'est ni Kravchenko, bénéficiaire du régime stalinien, ni les ministres français, responsables d'une politique qui ensanglante la Tunisie, qui peuvent critiquer la dictature de Staline, mais Rosmer et ceux-là seulement qui lui ressemblent. La seule question qu'on puisse poser à la révolution, la révolte seule est fondée à la poser, comme la révolution est seule fondée à interroger la révolte. L'une est la limite de l'autre. Il était juste que Lénine donnât des leçons de réalisme aux terroristes solitaires. Mais il est indispensable que l'exemple des révoltés de 1905 soit sans cesse offert, par ceux qui leur restent fidèles, à la révolution du XX^e siècle et à son terrorisme d'État, non pour la nier, mais pour la rendre à nouveau, et contre elle-même, révolutionnaire. C'est ainsi que la plus grande déception de ce temps a chance, pour être douloureuse, de n'être pas stérile.

On le voit assez par l'exemple de Rosmer et de son livre. Des hommes comme lui ont su résister à l'effondrement de leur espoir et y résister deux fois, d'abord en refusant de s'abandonner, comme tant de révolutionnaires, au confort de la servitude dite provisoire, ensuite en refusant de désespérer de la force de révolte et de libération qui est à l'œuvre en chacun de nous. Mais on voit, en somme, que s'ils n'ont cédé à aucun de ces entraînements, c'est que pour eux, formés dans la lutte prolétarienne, toujours au contact de la misère ouvrière, la révolution n'a jamais été ce qu'elle est pour tant de nos nihilistes, c'est-à-dire un but qui justifie tout et lui-même. Elle n'a été qu'un moyen, un chemin probablement nécessaire vers cette terre où vivre et mourir ne seront pas une double humiliation. Seuls ceux qui voient la révolution comme un bien pur, mythique, un absolu de revanche, la transfiguration de tous leurs maux et le sommeil de leurs scrupules, sont rejetés par l'échec dans un désespoir qui mène à tous les reniements. Ceux-là, découragés par Thermidor, acclament Bonaparte couronné, ou rejettent l'héritage de 89 et, dans les deux cas, enterrent la liberté. Mais ceux pour qui la révolution n'est qu'un moyen sa vent qu'elle n'est pas ce bien pur qui ne peut être ni trahi ni jugé. Elle peut être trahie, et il faut le savoir, car elle tient aux hommes par ce qu'ils ont de plus grand et de plus bas. Elle peut être jugée, car elle n'est pas la valeur la plus haute et si elle en vient à humilier ce qui dans l'homme est au-dessus d'elle, elle doit être condamnée dans le temps où elle humilie. C'est le double mouvement, exemplaire à mon sens, qu'on trouvera dans ce livre où, du malheur de ce siècle, Rosmer a tiré la double décision d'exalter longuement ce qui est apparemment mort, et de dénoncer brièvement, mais avec force, ce qui survit.

Peut-être est-ce pour cela, et je finirai sur ce point, que j'ai mauvaise conscience les rares fois où je ne suis pas d'accord avec Rosmer quand, par exemple, à force d'adhérer à l'époque dont il parle, il en justifie tout, et Cronstadt même. Mon premier mouvement est de trouver alors qu'il sous-estime le retentissement énorme qu'eut la dissolution, par les bolcheviks, de l'Assemblée constituante. Quelles que furent les justifications de cette mesure, elle a été le signe visible que l'arbitraire, légitimé jusque-là parce

qu'il s'exercerait contre les anciens oppresseurs, pouvait se retourner contre les révolutionnaires mêmes. Mais mon deuxième mouvement, lisant Rosmer qui insiste sur les dangers courus par la jeune révolution, est d'hésiter. Quand on lit de pareils témoignages, quand on voit de quelles luttes et de quels sacrifices certaines vies furent remplies, on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance, et la douleur, de vivre au temps de l'espoir, prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre. L'expérience historique qui fut la nôtre est peut-être trop étrange, trop particulière, pour être généralisée. La guerre, et la résistance, ne nous ont rien appris que sur elles mêmes, et peut-être sur nous. Elles ont suffi certainement à nous faire mesurer que l'abjection totalitaire était le pire des maux, et à nous donner la décision irréductible de la combattre partout où elle se trouve. Mais pour tout le reste, nous marchons dans les ténèbres. Il faut marcher sans doute et trouver nos raisons nous-mêmes, chaque fois que nous ne pouvons faire autrement. Qui niera cependant que nous devions sans cesse confronter ces raisons à l'expérience des autres et qu'à cet égard nous ayons besoin de guides et de témoins que nous ne puissions récuser. Pour ma part, et c'est le sens de cette préface, parmi tant de guides qui s'offrent généreusement, je préfère choisir ceux qui, comme Rosmer justement, ne songent pas à s'offrir, qui ne volent pas au secours du succès, et qui, refusant à la fois le déshonneur et la désertion, ont préservé pendant des années, dans la lutte de tous les jours, la chance fragile d'une renaissance. Oui, nos camarades de combat, nos aînés sont ceux-là dont on se rit parce qu'ils n'ont pas la force et sont apparemment seuls. Mais ils ne le sont pas. La servitude seule est solitaire, même lorsqu'elle se couvre de mille bouches pour applaudir la force. Ce que ceux-là au contraire ont maintenu, nous en vivons encore aujourd'hui. S'ils ne l'avaient pas maintenu, nous ne vivrions de rien.

LE PAIN ET LA LIBERTÉ

Allocution prononcée à la Bourse du Travail de Saint-Étienne, le 10 mai 1953

Si on additionne les violations et les multiples exactions qui viennent d'être dénoncées devant nous, on peut envisager un temps où, dans une Europe de concentrationnaires, il n'y aura plus que des gardiens de prison en liberté, qui devront encore s'emprisonner les uns les autres. Quand il n'en restera plus qu'un, on le nommera gardien chef et ce sera la société parfaite où les problèmes de l'opposition, cauchemar des gouvernements du XXe siècle, seront enfin, et définitivement, réglés.

Bien entendu, ce n'est qu'une prophétie et quoique, dans le monde entier, les gouvernements et les polices, avec beaucoup de bon ne volonté, essaient d'arriver à cette heureuse conclusion, nous n'en sommes pas encore là. Chez nous, par exemple, dans l'Europe de l'Ouest, la liberté est officiellement bien vue. Simplement, elle me fait penser à ces cousines pauvres qu'on voit dans certaines familles bourgeoises. La cousine est devenue veuve, elle a perdu son protecteur naturel. Alors, on l'a recueillie, on lui a donné une chambre au cinquième et on l'accepte à la cuisine. On la montre parfois en ville, le dimanche, pour prouver qu'on a de la vertu et qu'on n'est pas chien. Mais pour tout le reste, et surtout dans les grandes occasions, elle est priée de la fermer. Et si même un policier distrahit la viole un peu dans les coins, on n'en fait pas une histoire, elle en a vu d'autres, surtout avec le maître de maison, et après tout, ça ne vaut pas la peine de se mettre mal avec les autorités constituées. À l'Est, il faut bien dire qu'on est plus franc. On a réglé son affaire à la cousine une fois pour toutes et on l'a flanquée dans un placard, avec deux bons verrous. Il paraît qu'on la ressortira dans un demi-siècle, à peu près, quand la société idéale aura été définitivement instaurée. On fera des fêtes en son honneur à ce moment-là. Mais à mon avis elle risque d'être alors un peu mangée des mites et j'ai bien peur qu'on ne puisse plus s'en servir. Quand on ajoutera que ces deux conceptions de la liberté, celle du placard et celle de la cuisine, ont décidé de s'imposer l'une à l'autre, et sont obligées dans tout ce remue-ménage de réduire encore les mouvements de la cousine, on comprendra sans peine que notre histoire soit plus celle de la servitude que de la liberté, et que le monde où nous vivons soit celui qu'on vient de vous dire, qui nous saute du journal aux yeux tous les matins pour faire de nos jours et de nos semaines un seul jour de révolte et de dégoût.

Le plus simple, et donc le plus tentant, est d'accuser les gouvernements, ou quelques puissances obscures, de ces vilaines manières. Il est bien vrai d'ailleurs qu'ils sont coupables, et d'une culpabilité si dense et si longue

qu'on n'en voit même plus l'origine. Mais ils ne sont pas les seuls responsables. Après tout, si la liberté n'avait jamais eu que les gouvernements pour surveiller sa croissance, il est probable qu'elle serait encore en enfance, ou définitivement enterrée, avec la mention « un ange au ciel ». La société de l'argent et de l'exploitation n'a jamais été chargée, que je sache, de faire régner la liberté et la justice. Les États policiers n'ont jamais été suspectés d'ouvrir des écoles de droit dans les sous-sols où ils interrogent leurs patients. Alors, quand ils oppriment et qu'ils exploitent, ils font leur métier, et quiconque leur remet sans contrôle la disposition de la liberté n'a pas le droit de s'étonner qu'elle soit immédiatement déshonorée. Si la liberté est aujourd'hui humiliée ou enchaînée, ce n'est pas parce que ses ennemis ont usé de trahison. C'est parce qu'elle a perdu son protecteur naturel, justement. Oui, la liberté se trouve veuve, mais il faut le dire parce que cela est vrai, elle est veuve de nous tous.

La liberté est l'affaire des opprimés et ses protecteurs traditionnels sont toujours sortis des peuples opprimés. Ce sont les communes qui dans l'Europe féodale ont maintenu les ferments de liberté, les habitants des bourgs et des villes qui l'ont fait triompher furtivement en 89, et à partir du XIXe siècle, ce sont les mouvements ouvriers qui ont pris en charge le double honneur de la liberté et de la justice, dont ils n'ont jamais songé à dire qu'elles étaient inconciliables. Ce sont les travailleurs manuels et intellectuels qui ont donné un corps à la liberté, et qui l'ont fait avancer dans le monde jusqu'à ce qu'elle devienne le principe même de notre pensée, l'air dont nous ne pouvons plus nous passer, que nous respirons sans y prendre garde, jusqu'au moment où, privés de lui, nous nous sentons mourir. Et si, aujourd'hui, sur une si grande part du monde, elle est en recul, c'est sans doute parce que jamais les entreprises d'asservissement n'ont été plus cyniques et mieux armées, mais c'est aussi parce que ses vrais défenseurs, par fatigue, par désespoir, ou par une fausse idée de la stratégie et de l'efficacité, se sont détournés d'elle. Oui, le grand événement du XXe siècle a été l'abandon des valeurs de liberté par le mouvement révolutionnaire, le recul progressif du socialisme de liberté devant le socialisme césarien et militaire. Dès cet instant, un certain espoir a disparu du monde, une solitude a commencé pour chacun des hommes libres.

Quand, après Marx, le bruit a commencé à se répandre et à se fortifier que la liberté était une balançoire bourgeoise, un seul mot n'était pas à sa place dans cette formule, mais nous payons encore cette erreur de place dans les convulsions du siècle. Car il fallait dire seulement que la liberté bourgeoise était une balançoire, et non pas toute liberté. Il fallait dire justement que la liberté bourgeoise n'était pas la liberté, ou dans le meilleur des cas, qu'elle ne l'était pas encore. Mais qu'il y avait des libertés à conquérir et à ne jamais plus abandonner. Il est bien vrai qu'il n'y a pas de liberté possible pour un homme rivé au tour toute la journée et qui, le soir venu, s'entasse avec sa famille dans une seule pièce. Mais cela condamne une classe, une société et la servitude qu'elle suppose, non la liberté elle-même dont le plus pauvre d'entre nous ne peut se passer. Car même si la société se trouvait transformée subitement et devenait décente et confortable pour tous, si la liberté n'y régnait pas, elle serait encore une barbarie. Et parce que la société bourgeoise parle de la liberté sans la pratiquer, faut-il donc que la société ouvrière renonce aussi à la pratiquer, en se vantant seulement de n'en point parler ? Pourtant la confusion s'est opérée et, dans le mouvement révolutionnaire, la liberté peu à peu s'est trouvée condamnée parce que la société bourgeoise en faisait un usage mystificateur. D'une juste et saine méfiance à l'égard des prostitutions que cette société bourgeoise infligeait à la liberté, on en est venu à se défier de la liberté même. Au mieux, on l'a renvoyée à la fin des temps, en priant que d'ici là on veuille bien ne plus en parler. On a déclaré qu'il fallait d'abord la justice, et que pour la liberté, on verrait après, comme si des esclaves pouvaient jamais espérer obtenir justice. Et des intellectuels dynamiques ont annoncé au travailleur que c'était le pain seul qui l'intéressait et non la liberté, comme si le travailleur ne savait pas que son pain dépend aussi de sa liberté. Et certes, devant la longue injustice de la société bourgeoise, la tentation était forte de se porter à ces extrémités. Après tout, il n'est peut-être pas un seul d'entre nous, ici, qui dans l'action ou la réflexion, n'y ait cédé. Mais l'histoire a marché et ce que nous avons vu doit maintenant nous faire réfléchir. La révolution faite par des travailleurs a triomphé en 17 et ce fut alors vraiment l'aube de la liberté réelle et le plus grand espoir que ce monde ait connu. Mais cette révolution, encerclée, menacée à l'intérieur comme à l'extérieur, s'est armée, s'est munie d'une police. Héritière d'une formule et d'une doctrine qui par malheur lui rendaient la liberté suspecte, la révolution alors s'est peu à peu essoufflée

pendant que la police se renforçait, et le plus grand espoir du monde s'est sclérosé dans la dictature la plus efficace du monde. La fausse liberté de la société bourgeoise ne s'en porte pas plus mal, aussi bien. Ce qui a été tué dans les procès de Moscou et d'ailleurs, et dans les camps de la révolution, ce qui est assassiné quand on fusille, comme en Hongrie, un cheminot pour faute professionnelle, ce n'est pas la liberté bourgeoise, c'est la liberté de 17. La liberté bourgeoise, elle, peut procéder en même temps à toutes ses mystifications. Les procès, les perversions de la société révolutionnaire lui donnent à la fois une bonne conscience et des arguments.

Pour finir, ce qui caractérise le monde où nous vivons, c'est juste ment cette dialectique cynique qui oppose l'injustice à l'asservissement et qui renforce l'une par l'autre. Lorsqu'on fait entrer dans le palais de la culture Franco l'ami de Goebbels et de Himmler, Franco, le vrai vainqueur de la Deuxième Guerre mondiale, à ceux qui protestent et disent que les droits de l'homme inscrits dans la charte de l'U.N.E.S.C.O. sont ridiculisés tous les jours dans les prisons de Franco, on répond sans rire que la Pologne est aussi à l'U.N.E.S.C.O. et qu'en fait de respect des libertés publiques, l'une ne vaut pas mieux que l'autre. Argument idiot, bien sûr ! Si vous avez eu le malheur de marier votre fille aînée à un adjudant des bataillons d'Afrique, ce n'est pas une raison pour marier la cadette à un inspecteur de la brigade mondaine : il suffit d'une brebis galeuse dans la famille. Pourtant, l'argument idiot est efficace, on nous le prouve tous les jours. À celui qui présente l'esclavage des colonies en criant justice, on montre le concentrationnaire russe, et inversement. Et si vous protestez contre l'assassinat à Prague d'un historien opposant comme Kalandra, on vous jette à la figure deux ou trois nègres américains. Dans cette dégoûtante surenchère, une seule chose ne change pas, la victime, toujours la même, une seule valeur est constamment violée ou prostituée, la liberté, et l'on s'aperçoit alors que partout, en même temps qu'elle, la justice est aussi avilie.

Comment rompre alors ce cercle infernal ? Il est bien évident qu'on ne peut le faire qu'en restaurant, dès à présent, en nous-mêmes et autour de nous, la valeur de liberté et en ne consentant plus jamais à ce qu'elle soit sacrifiée, même provisoirement, ou séparée de notre revendication de justice. Le mot d'ordre d'aujourd'hui, pour nous tous, ne peut être que celui-ci : sans rien céder sur le plan de la justice, ne rien abandonner sur celui de la liberté. En particulier, les quelques libertés démocratiques dont nous jouissons encore ne sont pas des illusions sans importance, et que nous puissions nous laisser ravir sans protester. Elles représentent exactement ce qui nous reste des grandes conquêtes révolutionnaires des deux siècles derniers. Elles ne sont donc pas, comme tant d'astucieux démagogues nous le disent, la négation de la vraie liberté. Il n'y a pas une liberté idéale qui nous se ra donnée un jour d'un coup, comme on reçoit sa retraite à la fin de sa vie. Il y a des libertés à conquérir, une à une, péniblement, et celles que nous avons encore sont des étapes, insuffisantes à coup sûr, mais des étapes cependant sur le chemin d'une libération concrète. Si on accepte de les supprimer, on n'avance pas pour autant. On recule au contraire, on revient en arrière et un jour à nouveau il faudra refaire cette route, mais ce nouvel effort s'accomplira une fois de plus dans la sueur et le sang des hommes.

Non, choisir la liberté aujourd'hui, ce n'est pas, comme un Kraychenko, passer de l'état de profiteur du régime soviétique à celui de profiteur du régime bourgeois. Car ce serait, au contraire, choisir deux fois la servitude, et, condamnation dernière, la choisir deux fois pour les autres. Choisir la liberté, ce n'est pas comme on nous le dit choisir contre la justice. Au contraire, on choisit la liberté aujourd'hui au niveau de ceux qui partout souffrent et luttent, et là seulement. On la choisit en même temps que la justice et, à la vérité, désormais nous ne pouvons plus choisir l'une sans l'autre. Si quelqu'un vous retire votre pain, il supprime en même temps votre liberté. Mais si quelqu'un vous ravit votre liberté, soyez tranquille, votre pain est menacé, car il ne dépend plus de vous et de votre lutte, mais du bon plaisir d'un maître. La misère croît à mesure que la liberté recule dans le monde, et inversement. Et si ce siècle implacable nous a appris quelque chose, c'est que la révolution économique sera libre ou elle ne sera pas, de même que la libération sera économique ou elle ne sera rien. Les opprimés ne veulent pas seulement être libérés de leur faim, ils veulent l'être aussi de leurs maîtres. Ils savent bien qu'ils ne seront effectivement affranchis de la faim que lorsqu'ils tiendront leurs maîtres, tous leurs maîtres, en respect.

J'ajouterai pour finir que séparer la liberté de la justice revient à séparer la culture et le travail, ce qui est le péché social par excellence. Le désarroi du

mouvement ouvrier en Europe vient en partie de ce qu'il a perdu sa vraie patrie, celle où il reprenait force après toutes les défaites, et qui était la foi dans la liberté. Mais, de même, le désarroi des intellectuels européens vient de ce que la double mystification, bourgeoise et pseudo-révolutionnaire, les a séparés de leur seule source d'authenticité, le travail et la souffrance de tous, les a coupés de leurs seuls alliés naturels, les travailleurs. Je n'ai jamais reconnu quant à moi que deux aristocraties, celle du travail et celle de l'intelligence, et je sais maintenant qu'il est fou et criminel de vouloir soumettre l'une à l'autre, je sais qu'à elles deux elles ne font qu'une seule noblesse, que leur vérité et surtout leur efficacité sont dans l'union, que séparées, elles se laisseront réduire une à une par les forces de la tyrannie et de la barbarie, mais que, réunies au contraire, elles feront la loi du monde. C'est pourquoi toute entreprise qui vise à les désolidariser et à les séparer est une entreprise dirigée contre l'homme et ses espoirs les plus hauts. Le premier effort de toute entreprise dictatoriale est ainsi d'asservir en même temps le travail et la culture. Il faut, en effet, les bâillonner tous les deux ou alors, les tyrans le savent bien, tôt ou tard l'un parlera pour l'autre. C'est ainsi que, selon moi, il y a pour un intellectuel deux façons de trahir aujourd'hui et, dans les deux cas, il trahit parce qu'il accepte une seule chose : cette séparation du travail et de la culture. La première caractérise les intellectuels bourgeois qui acceptent que leurs privilèges soient payés de l'asservissement des travailleurs. Ceux-là disent souvent qu'ils défendent la liberté, mais ils défendent d'abord les privilèges que leur donne, et à eux seuls, la liberté 1. La seconde caractérise des intellectuels qui se croient à gauche et qui, par méfiance de la liberté, acceptent que la culture, et la liberté qu'elle suppose, soient dirigées, sous le vain prétexte de servir une justice à venir. Dans les deux cas, qu'on soit profiteur de l'injustice ou renégat de la liberté, on ratifie, on consacre la séparation du travail intellectuel et manuel qui voue à l'impuissance à la fois le travail et la culture, on ravale en même temps la liberté et la justice !

1. Et du reste, la plupart du temps, ils ne défendent même pas la liberté, dès qu'il y a du risque à le faire.

Il est vrai que la liberté insulte au travail et le sépare de la culture quand elle est faite d'abord de privilèges. Mais la liberté n'est pas faite d'abord de privilèges, elle est faite surtout de devoirs. Et dès l'instant où chacun de nous essaie de faire prévaloir les devoirs de la liberté sur ses privilèges, dès cet instant, la liberté réunit le travail et la culture et met en marche une force qui est la seule à pouvoir servir efficacement la justice. La règle de notre action, le secret de notre résistance, peut alors se formuler simplement : tout ce qui humilie le travail humilie l'intelligence, et inversement. Et la lutte révolutionnaire, l'effort séculaire de libération se définit d'abord comme un double et incessant refus de l'humiliation.

À vrai dire, nous ne sommes pas encore sortis de cette humiliation. Mais la roue tourne, l'histoire change, un temps s'approche, j'en suis sûr, où nous ne serons plus seuls. Pour moi, notre réunion d'aujourd'hui est déjà un signe. Que des syndiqués se réunissent et se pressent au tour des libertés pour les défendre, oui, cela méritait vraiment que, de toutes parts, tous accourent, pour manifester leur union et leur espoir. La route est longue à parcourir. Pourtant, si la guerre ne vient pas tout mêler dans sa hideuse confusion, nous aurons le temps de donner une forme enfin à la justice et à la liberté dont nous avons besoin. Mais pour cela, nous devons désormais refuser clairement, sans colère, mais irréductiblement, les mensonges dont on nous gavés. Non, on ne construit pas la liberté sur les camps de concentration, ni sur les peuples asservis des colonies, ni sur la misère ouvrière ! Non, les colombes de la paix ne se perchent pas sur les potences, non, les forces de la liberté ne peuvent pas mêler les fils des victimes avec les bourreaux de Madrid et d'ailleurs ! De cela, au moins, nous serons désormais bien sûrs comme nous serons sûrs que la liberté n'est pas un cadeau qu'on reçoit d'un État ou d'un chef, mais un bien que l'on conquiert tous les jours, par l'effort de chacun et l'union de tous.

L'ARTISTE ET SON TEMPS

Ces textes, groupés ici pour la première fois, répondent à des questions qui m'ont été posées à la radio ou dans des journaux étrangers.

I En tant qu'artiste avez-vous choisi le rôle de témoin ?

Il y faudrait beaucoup de prétention ou une vocation que je n'ai pas. Je ne demande personnellement aucun rôle et je n'ai qu'une vraie vocation. Et

tant qu'homme, je me sens du goût pour le bonheur; en tant qu'artiste, il me semble que j'ai encore des personnages à faire vivre sans le secours des guerres, ni des tribunaux. Mais on est venu me chercher comme on est venu chercher chacun. Les artistes du temps passé pouvaient au moins se taire devant la tyrannie. Les tyrannies d'aujourd'hui se sont perfectionnées; elles n'admettent plus le silence, ni la neutralité. Il faut se prononcer, être pour ou contre. Bon, dans ce cas, je suis contre.

Mais ce n'est pas là choisir le rôle confortable de témoin. C'est seulement accepter le temps tel qu'il est, faire son métier en un mot. Et puis, vous oubliez qu'aujourd'hui les juges, les accusés et les témoins sont permutés avec une rapidité exemplaire. Mon choix, si vous croyez que j'en fais un, serait, au moins, de ne jamais être sur le siège d'un juge, ou dessous, comme trop de nos philosophes. À part cela, les occasions d'agir, dans le relatif, ne manquent pas. Le syndicalisme est aujourd'hui le premier, et le plus fécond, d'entre eux.

II. N'est-ce pas une définition idéaliste et romantique du rôle de l'artiste, le don quichottisme qu'on a pu reprocher à vos œuvres récentes ?

On a beau pervertir les mots, ils gardent provisoirement leur sens. Et il est clair pour moi que le romantique est celui qui choisit le mouvement perpétuel de l'histoire, la grandiose épopée, et l'annonce d'un événement miraculeux, à la fin des temps. Si j'ai essayé de dénier quelque chose, ce n'est rien d'autre, au contraire, que l'existence commune de l'histoire et de l'homme, la vie de tous les jours à édifier dans le plus de lumière possible, la lutte obstinée contre sa propre dégradation et celle des autres.

C'est aussi de l'idéalisme, et du pire, que de finir par surprendre toute action et toute vérité à un sens de l'histoire qui n'est pas inscrit dans les événements et qui, de toutes manières, suppose une fin mythique. Serait-ce donc du réalisme que de prendre pour loi de l'histoire l'avenir, c'est-à-dire justement ce qui n'est pas encore l'histoire, et dont nous ne savons rien de ce qu'il sera ?

Il me semble au contraire que je plaide pour un vrai réalisme contre une mythologie à la fois illogique et meurtrière, et contre le nihilisme romantique, qu'il soit bourgeois ou prétendument révolutionnaire. Pour tout dire, loin d'être romantique, je crois à la nécessité d'une règle et d'un ordre. Je dis simplement qu'il ne peut s'agir de n'importe quelle règle. Et qu'il serait surprenant que la règle dont nous avons besoin nous fût donnée par cette société déréglée, ou, au contraire, par ces doctrinaires qui se déclarent affranchis de toute règle et de tout scrupule.

III Les marxistes et ceux qui les suivent pensent aussi être des humanistes. Mais pour eux la nature humaine sera constituée dans la société sans classes de l'avenir.

Cela prouve d'abord qu'ils refusent dès aujourd'hui ce que nous sommes tous : ces humanistes sont des accusateurs de l'homme. Qui s'étonnerait qu'une pareille prétention ait pu dévier dans l'univers des procès ? Ils refusent l'homme qui est au nom de celui qui sera. Cette prétention est de nature religieuse. Pourquoi serait-elle plus justifiée que celle qui annonce le royaume des cieux à venir ? En réalité, la fin de l'histoire ne peut avoir, dans les limites de notre condition, aucun sens définissable. Elle ne peut être que l'objet d'une foi et d'une nouvelle mystification. Mystification qui aujourd'hui n'est pas moindre que celle qui, jadis, fondait l'oppression colonialiste sur la nécessité de sauver les âmes des infidèles.

IV N'est-ce pas là ce qui en réalité vous sépare des intellectuels de gauche ?

Vous voulez dire que c'est là ce qui sépare de la gauche ces intellectuels ? Traditionnellement, la gauche a toujours été en lutte contre l'injustice, l'obscurantisme et l'oppression. Elle a toujours pensé que ces phénomènes étaient interdépendants. L'idée que l'obscurantisme puisse conduire à la justice, la raison d'État à la liberté, est toute récente. La vérité est que certains intellectuels de gauche (pas tous, heureusement) sont aujourd'hui fascinés par la force et l'efficacité comme le furent nos intellectuels de droite avant et pendant la guerre. Leurs attitudes sont différentes, mais la démission est la même. Les premiers ont voulu être des nationalistes réalistes; les seconds veulent être des socialistes réalistes. Finalement ils trahissent également le nationalisme et le socialisme au nom d'un réalisme désormais sans contenu, et adoré comme une pure, et illusoire, technique d'efficacité.

C'est une tentation qu'on peut comprendre après tout. Mais enfin, de quelque manière qu'on tourne la question, la nouvelle position de ces gens qui se disent, ou se croient, de gauche, consiste à dire : il y a des oppressions qui sont justifiables parce qu'elles vont dans le sens, qu'on ne peut justifier, de l'histoire. Il y aurait donc des bourreaux privilégiés, et privilégiés par rien. C'est un peu ce que disait, dans un autre contexte, Joseph de Maistre, qui n'a jamais passé pour un pétrolier. Mais c'est une thèse que, personnellement, je refuserai toujours. Permettez-moi de lui opposer le point de vue traditionnel de ce qu'on appelait jusqu'ici la gauche : tous les bourreaux sont de la même famille.

V Que peut faire l'artiste dans le monde d'aujourd'hui ?

On ne lui demande ni d'écrire sur les coopératives ni, inversement, d'endormir en lui-même les souffrances souffertes par les autres dans l'histoire. Et puisque vous m'avez demandé de parler personnellement, je vais le faire aussi simplement que je le puis. En tant qu'artistes nous n'avons peut-être pas besoin d'intervenir dans les affaires du siècle. Mais en tant qu'hommes, oui. Le mineur qu'on exploite ou qu'on fusille, les esclaves des camps, ceux des colonies, les légions de persécutés qui couvrent le monde ont besoin, eux, que tous ceux qui peuvent parler relaient leur silence et ne se séparent pas d'eux. Je n'ai pas écrit, jour après jour, des articles et des textes de combat, je n'ai pas participé aux luttes communes parce que j'ai envie que le monde se couvre de statues grecques et de chefs-d'œuvre. L'homme qui, en moi, a cette envie existe. Simplement, il a mieux à faire à essayer de faire vivre les créatures de son imagination. Mais de mes premiers articles jusqu'à mon dernier livre, je n'ai tant, et peut-être trop, écrit que parce que je ne peux m'empêcher d'être tiré du côté de tous les jours, du côté de ceux, quels qu'ils soient, qu'on humilie et qu'on abaisse. Ceux-là ont besoin d'espérer, et si tout se tait, ou si on leur donne à choisir entre deux sortes d'humiliation, les voilà pour toujours désespérés et nous avec eux. Il me semble qu'on ne peut supporter cette idée, et celui qui ne peut la supporter ne peut non plus s'endormir dans sa tour. Non par vertu, on le voit, mais par une sorte d'intolérance quasi organique, qu'on éprouve ou qu'on n'éprouve pas. J'en vois pour ma part beaucoup qui ne l'éprouvent pas, mais je ne peux envier leur sommeil.

Cela ne signifie pas cependant que nous devons sacrifier notre nature d'artiste à je ne sais quelle prédication sociale. J'ai dit ailleurs pourquoi l'artiste était plus que jamais nécessaire. Mais si nous intervenons en tant qu'homme, cette expérience influera sur notre langage. Et si nous ne sommes pas des artistes dans notre langage d'abord, quels artistes sommes-nous ? Même si, militants dans notre vie, nous parlons dans nos œuvres des déserts ou de l'amour égoïste, il suffit que notre vie soit militante pour qu'une vibration plus secrète peuple d'hommes ce désert et cet amour. Ce n'est pas à l'heure où nous commençons à sortir du nihilisme que je nierai stupidement les valeurs de création au profit des valeurs d'humanité, ou inversement. Pour moi, les unes ne sont jamais séparées des autres et je mesure la grandeur d'un artiste (Molière, Tolstoï, Melville) à l'équilibre qu'il a su maintenir entre les deux. Aujourd'hui, sous la pression des événements, nous sommes contraints de transporter cette tension dans notre vie aussi. C'est pourquoi tant d'artistes, pliant sous le faix, se réfugient dans la tour d'ivoire ou au contraire dans l'église sociale. Mais j'y vois, pour ma part, une égale démission. Nous devons servir en même temps la douleur et la beauté. La longue patience, la force, la réussite secrète que cela demande, sont les vertus qui fondent justement la renaissance dont nous avons besoin.

Un dernier mot. Cette entreprise, je le sais, ne peut aller sans périls ni amertume. Nous devons accepter les périls : le temps des artistes assis est fini. Mais nous devons refuser l'amertume. L'une des tentations de l'artiste est de se croire solidaire et il arrive en vérité qu'on le lui crie avec une assez ignoble joie. Mais il n'en est rien. Il se tient au milieu de tous, au niveau exact, ni plus haut ni plus bas, de tous ceux qui travaillent et qui luttent. Sa vocation même, devant l'oppression, est d'ouvrir les prisons et de faire parler le malheur et le bonheur de tous. C'est ici que l'art, contre ses ennemis, se justifie en faisant éclater justement qu'il n'est, lui, l'ennemi de personne.

À lui seul, il ne saurait sans doute assurer la renaissance qui suppose justice et liberté. Mais sans lui, cette renaissance serait sans formes, et partant, ne serait rien. Sans la culture, et la liberté relative qu'elle suppose, la société, même parfaite, n'est qu'une jungle. C'est pourquoi toute création authentique est un don à l'avenir.